

Programme d'action mondial de la Directrice générale Une économie mondiale plus inclusive et plus résiliente Avril 2017

L'économie mondiale monte en puissance, mais des mesures qui soutiennent la reprise, accélèrent la croissance de la productivité et renforcent la résilience devront être prises pour que cette dynamique se poursuive. Sur fond de rapides progrès technologiques, un cadre multilatéral de commerce et d'intégration financière qui repose sur la coopération a été bien utile aux pays, et a produit des gains économiques considérables. Cependant, certains groupes de la population n'ont pas pu profiter de ces gains, une tendance révélée par une reprise trop lente après la crise, qui a limité les possibilités pour tous les groupes de la société d'enregistrer des gains de revenu. Dans ce cadre d'action multilatéral, les pays devraient chercher à réaliser une croissance vigoureuse et plus équilibrée, et à offrir des opportunités économiques à tous. A cette fin, ils doivent anticiper les effets des progrès technologiques et de l'intégration économique, équiper leur population des outils nécessaires pour en profiter et mettre en place des politiques nationales qui permettent de partager les gains avec un plus grand nombre. Le FMI aidera les pays membres en leur offrant des conseils soigneusement adaptés à leurs besoins, en leur octroyant des prêts qui leur permettent d'adoucir l'ajustement et en renforçant leurs capacités.

Conjoncture actuelle

La croissance mondiale s'affermi, mais des mesures de soutien seront nécessaires pour maintenir la dynamique

Les perspectives de croissance à court terme s'améliorent dans beaucoup de pays avancés, dont certains sont proches du plein emploi. Néanmoins, un certain nombre de pays avancés opèrent en deçà de leur potentiel : l'activité économique souffre du surendettement, de la fragilité des systèmes bancaires et de l'incertitude qui entoure la croissance future. Bien que les perspectives de croissance divergent parmi les pays émergents et les pays en développement, la croissance globale s'accélère : la situation continue de se normaliser dans certains grands pays, grâce aux politiques nationales, à la croissance rapide du crédit et à la remontée récente des prix du pétrole. Cependant, l'amélioration des perspectives mondiales à court terme dépend de l'adoption de mesures qui soutiennent la croissance, par exemple un dosage favorable des politiques macroéconomiques et une baisse de la vulnérabilité dans les pays qui sont importants pour le système, ainsi que du maintien des flux commerciaux et financiers mondiaux. Les perspectives à court terme sont aussi exposées à des risques liés à l'incertitude politique et au durcissement des conditions financières mondiales, qui font sortir les capitaux des pays émergents et des pays en développement.

La croissance de la productivité ne s'est pas encore redressée, et la vulnérabilité demeure élevée, ce qui

Le ralentissement de la productivité date d'avant la crise, mais les séquelles de la crise, notamment des perspectives économiques médiocres et incertaines, et un investissement privé languissant, ont encore freiné la croissance de la productivité, surtout dans les pays avancés. Avec une croissance trop faible depuis trop longtemps, il est devenu plus difficile de face aux problèmes démographiques,

continue d'assombrir les perspectives de croissance à moyen terme

tels que le vieillissement de la population, dans beaucoup de pays avancés et de pays émergents. Le niveau élevé des dettes extérieures et publiques, les bilans compromis des entreprises et des banques et, dans certains pays émergents et pays en développement, la surchauffe des marchés du crédit et du logement demeurent aussi des sources de vulnérabilité. Cette vulnérabilité expose les pays ayant des amortisseurs insuffisants à un durcissement des conditions financières. De nombreux pays exportateurs de produits de base continuent de pâtir du bas niveau des prix de ces produits en dépit de leur remontée récente.

L'intégration commerciale et financière a apporté des avantages énormes, mais certains groupes de la population n'en profitent pas

En permettant d'utiliser les ressources mondiales de manière plus efficace, l'intégration commerciale et financière et les progrès technologiques ont sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté, ont rehaussé les revenus, ont facilité l'accès aux biens et services, ont accéléré le transfert de connaissances et ont offert de nouvelles possibilités d'investissement. Cependant, une reprise trop lente après la crise, qui a limité les possibilités de hausse du revenu pour tous les segments de la société, a révélé les difficultés que rencontrent depuis longtemps certains groupes dans les pays avancés pour s'adapter au rythme rapide des progrès technologiques et de l'intégration. Si le rendement du capital et les salaires des travailleurs hautement qualifiés ont augmenté, les salaires des travailleurs peu ou moyennement qualifiés ont stagné. L'augmentation des inégalités qui en résulte et les craintes quant aux effets de l'intégration sur d'autres aspects de la vie ont abouti à une remise en question de ses avantages. Certains pays émergents et pays en développement pourraient bientôt commencer à faire face à des problèmes similaires à mesure que l'emploi y devient menacé par l'automatisation et les délocalisations.

Le cadre d'action multilatéral est remis en question dans certaines parties du monde

En ancrant une expansion sans précédent du commerce international et de la finance, le cadre d'action multilatéral a conduit à des gains de prospérité considérables à l'échelle mondiale. Si les dirigeants doivent faciliter l'ajustement aux progrès technologiques et à l'intégration, notamment en s'attaquant mieux à leur coût pour certains groupes de la population, l'histoire montre que le protectionnisme et le repli sur soi ne sont pas les bonnes réponses. Si l'intégration est allée de pair avec des changements technologiques, ce qui explique pourquoi il est difficile de distinguer leurs effets respectifs, le progrès technologique semble être un facteur déterminant de la baisse de la part du travail dans le revenu au sein des pays avancés. Même si le processus d'intégration était inversé, les changements dus aux progrès technologiques persisteraient, et continueraient d'avoir une incidence sur l'emploi. Dans un monde très interconnecté, un abandon de l'ouverture au profit du protectionnisme et du multilatéralisme au profit de politiques du chacun pour soi annulerait les gains de l'intégration qui sont bien connus, nuirait aux consommateurs et aux producteurs domestiques, et pourraient menacer la prospérité et la stabilité mondiale. Tout le monde y perdrait.

Enjeux et priorités de l'action publique

**Maintenir la reprise
pour jeter les bases
d'une économie
mondiale solide**

La croissance a besoin d'une impulsion qui repose sur la stratégie à trois volets qui a été présentée dans les Programmes d'action mondiaux précédents. La politique monétaire doit rester accommodante dans les pays où l'écart de production demeure négatif ou l'inflation hors alimentation et énergie reste trop faible, tandis que la politique macroprudentielle contribue à préserver la stabilité financière lorsque les risques se matérialisent. Lorsque des marges de manœuvre budgétaires sont disponibles, la politique budgétaire doit être davantage utilisée pour combler l'écart de production et partager la charge avec la politique monétaire. Lorsque l'économie fonctionne presque à pleine capacité, la politique budgétaire doit viser à accroître la production potentielle. Il sera crucial de bien doser la politique budgétaire : il convient d'adopter des structures d'impôts et de prestations plus propices à la croissance et plus équitables, d'accroître l'investissement dans des infrastructures de qualité, de maintenir un système efficace de protection sociale et d'exploiter les synergies avec les réformes structurelles.

Accroître la productivité et s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité pour une économie mondiale plus résiliente

Les réformes structurelles sont vitales pour débloquer la croissance de la productivité et profiter davantage de l'intégration économique. Si leur ordre de priorité et leur enchaînement doivent tenir compte des circonstances propres à chaque pays, les réformes structurelles doivent avoir pour objectif d'accroître l'investissement dans l'innovation et le capital humain, de promouvoir la concurrence et l'entrée sur les marchés, ainsi que de relever les taux d'emploi. Les réformes structurelles peuvent être facilitées par un soutien budgétaire initial, mais elles peuvent aussi créer des marges de manœuvre budgétaires en consolidant les finances publiques grâce à une accélération de la croissance à moyen terme.

La résilience économique est un fondement d'une croissance mondiale durable. Il est prioritaire d'accélérer la réparation des bilans du secteur privé et la résolution des prêts improductifs, ainsi que de réduire l'endettement excessif. Les pays émergents et les pays en développement qui sont vulnérables à un durcissement des conditions financières mondiales doivent reconstituer leurs amortisseurs et renforcer leur cadre d'action, notamment les mesures macroprudentielles et les politiques liées aux flux de capitaux. Les pays émergents et les pays en développement qui ont un taux de change flexible doivent continuer de laisser leur taux de change amortir les chocs. Leur dette étant orientée à la hausse, de nombreux pays à faible revenu doivent trouver un meilleur équilibre entre le financement des dépenses de développement et la reconstitution des amortisseurs budgétaires. Les pays exportateurs de matières premières doivent accélérer leur ajustement à la baisse des prix des matières premières et la diversification de leur économie.

Créer une économie mondiale plus inclusive en promouvant les opportunités au sein des pays...

Une croissance riche en emplois reste une condition préalable pour une croissance qui est durable et qui produit des gains de prospérité économique à une large échelle. Mais, dans une période caractérisée par la rapidité des changements technologiques et par l'intégration économique, il est nécessaire que la main-d'œuvre soit adaptable pour que chacun ait l'occasion de profiter des opportunités de croissance et d'emploi. L'éducation et le développement des compétences, notamment grâce à la formation continue, doivent devenir une priorité. Une aide publique complétée par des politiques du marché du travail (assurance-chômage, recyclage et formation professionnelle, mobilité professionnelle et aide au redéploiement) peut aider les travailleurs qui souffrent de ces perturbations. Faciliter l'intégration des immigrants permettrait à ces derniers de contribuer à l'économie de leur pays d'accueil. Enfin, les pays doivent aussi combattre la fraude et l'évasion fiscales afin que chacun paie sa part des impôts.

... la viabilité future

Les générations futures ne doivent pas être condamnées à payer l'imprudence de la génération actuelle. Une croissance durable exige un cadre budgétaire et une gestion de la dette solides, ainsi qu'une réduction de la dette à un niveau viable là où elle est élevée. Les pays qui ont des ressources épuisables et ceux dont le système de retraite est mis en difficulté doivent agir aujourd'hui pour assurer

l'équité entre les générations. Les pays ne doivent pas laisser les conséquences économiques croissantes du changement climatique à la charge des générations futures.

... et la coopération multilatérale dans tous les pays

Tous les pays profitent d'une coopération sous la forme d'un cadre d'action multilatéral qui évolue de manière à répondre aux besoins fluctuants de l'économie mondiale. Des mesures coordonnées de stimulation de la croissance peuvent exploiter les synergies. Par ailleurs, des politiques insoutenables dans un pays peuvent se propager facilement à d'autres pays via des effets d'entraînement ou de contagion. C'est pourquoi les pays qui affichent un excédent ou un déficit extérieur doivent œuvrer dans un cadre multilatéral pour continuer à réduire les déséquilibres mondiaux excessifs. Dans ce contexte, la coopération signifie aussi œuvrer ensemble pour veiller à ce que les pays respectent les mêmes règles, notamment en évitant de prendre des mesures protectionnistes ou des mesures qui ont des effets de distorsion et qui visent à obtenir un avantage compétitif. Pour que l'intégration financière soit sans danger, il convient d'achever et, si nécessaire, de renforcer la réglementation financière mondiale, tout en préservant les gains durement acquis depuis la crise. Aucun pays ne doit être à la traîne en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable 2030, et aucun pays ne doit être laissé seul face aux conséquences de conflits, de crises de réfugiés et de crises humanitaires, ou de catastrophes naturelles. Enfin, dans un monde incertain et en évolution rapide, les pays membres doivent rester attachés à un système monétaire international qui fonctionne bien, notamment un dispositif mondial de sécurité financière solide et cohérent, avec, en son centre, un FMI qui dispose de ressources suffisantes pour aider les pays à adoucir l'ajustement en leur octroyant des prêts.

Ce que le FMI fera pour aider ses pays membres

Étant donné les enjeux décrits ci-dessus, le FMI doit rester agile et intégrer ses conseils dans plusieurs domaines pour répondre aux besoins de ses pays membres. Il aidera ses pays membres à concevoir des politiques macroéconomiques et des réformes qui accélèrent la croissance, accroissent les opportunités économiques, renforcent la résilience et facilitent un rééquilibrage mondial. Le FMI aidera les pays à adoucir l'ajustement en leur octroyant des prêts et en renforçant leurs capacités, notamment en établissant des partenariats avec d'autres parties prenantes. Il plaidera en faveur de la coopération multilatérale, moyen le plus efficace de faire face aux problèmes de l'économie mondiale.

Appuyer les efforts déployés pour maintenir la reprise

Sur la base d'une stratégie à trois volets (monétaire, budgétaire et structurel), le FMI continuera d'offrir à ses pays membres des conseils adaptés à leurs besoins sur le dosage de politique économique qui permettra de maintenir la reprise. Les services du FMI aideront les pays à identifier les marges de manœuvre budgétaires disponibles, examineront le cadre d'évaluation de la gestion de l'investissement public, développeront l'initiative de soutien à la politique des infrastructures et exploreront les réformes qui permettraient de mettre en place

une politique budgétaire plus propice à la croissance et plus équitable. Les services du FMI continueront d'examiner comment la politique budgétaire peut mieux atténuer les coûts à court terme des réformes structurelles et accroître leurs avantages à long terme.

Concevoir des mesures qui accroissent la productivité et s'attaquent aux facteurs de vulnérabilité

À l'aide de nouveaux outils qui permettent d'identifier les lacunes des politiques structurelles, le FMI formulera des recommandations adaptées aux pays membres en ce qui concerne des réformes qui pourraient accélérer la productivité, l'investissement et la croissance. Les services du FMI continueront d'étudier les problèmes de mesure de l'économie numérique pour le PIB et la productivité. Le FMI redoublera d'efforts pour offrir des conseils sur la réduction du surendettement et de la vulnérabilité du secteur financier, en s'appuyant sur des études concernant l'impact de l'endettement des ménages sur la stabilité financière, les régimes d'insolvabilité bancaire et l'évolution du rôle du progrès technologique dans les services financiers. Il contribuera aussi à renforcer le cadre d'action dans les pays à faible revenu et les pays exportateurs de matières premières pour soutenir la diversification économique et les stratégies d'ajustement. Pour aider les pays touchés par la diminution des relations de correspondants bancaires, le FMI collaborera avec d'autres parties prenantes pour faciliter le dialogue international, promouvoir des solutions, notamment pour renforcer la capacité des banques à gérer les risques, et aider les pays à renforcer leurs dispositifs de réglementation et de contrôle, en particulier pour ce qui est de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Promouvoir des mesures visant à mettre en place une économie mondiale plus inclusive en augmentant les opportunités économiques au sein des pays

Pour favoriser une croissance durable, le FMI cherchera à mieux comprendre les effets des progrès technologiques, du commerce et des flux de capitaux sur l'évolution macroéconomique et la distribution des revenus (pour l'ensemble des catégories de revenus, des types d'emplois, des secteurs économiques et des régions au sein des pays). En mettant l'accent sur les domaines importants sur le plan macroéconomique et en collaborant avec d'autres organisations, les services du FMI exploreront les politiques qui pourraient aider les pays à mieux anticiper les effets à long terme et à mieux s'y ajuster, ce qui favoriserait la stabilité économique et financière et une croissance durable. A cette fin, les services du FMI étudieront comment les politiques budgétaires, y compris la progressivité de l'impôt, la conception des dispositifs de sécurité sociale et un revenu minimum de base, pourraient contribuer à la lutte contre les inégalités et les autres effets secondaires de l'intégration économique et des progrès technologiques. Les services du FMI continueront aussi à explorer l'impact des réformes structurelles et des politiques du secteur financier sur la croissance, le revenu, l'emploi et les inégalités. En partenariat avec d'autres organisations, le FMI appuiera les réformes visant à améliorer la gouvernance et à combattre la corruption (tout en faisant le bilan de son expérience à cet égard), à moderniser le climat des affaires et à promouvoir la concurrence. Ces réformes resteront essentielles pour réduire le chômage, s'attaquer aux inégalités entre les hommes et les femmes, et améliorer les conditions de vie des candidats à l'émigration dans leur pays d'origine.

... en promouvant des politiques durables dans la durée

Les services du FMI examineront les usages de règles budgétaires et des stratégies de gestion de la dette, amélioreront le cadre de soutenabilité de la dette du FMI pour les pays à faible revenu et exploreront l'idée des titres de créance conditionnels catégoriels pour les émetteurs souverains. Lorsque ces questions sont importantes sur le plan macroéconomique, le FMI intégrera les flux migratoires, la parité hommes-femmes (y compris l'impact d'une augmentation du taux d'activité des femmes sur la croissance) et le changement climatique dans la surveillance qu'il exerce. Il poursuivra ses travaux sur la soutenabilité des systèmes de retraite.

... en facilitant des solutions multilatérales aux problèmes mondiaux dans l'ensemble des pays

Le FMI fournira une évaluation rigoureuse et sincère des déséquilibres excessifs mondiaux, de leurs causes, y compris des pratiques qui perturbent le système monétaire international, et des taux de change dans les consultations au titre de l'article IV et dans le Rapport sur le secteur extérieur (*External Sector Report*, ESR). Il recommandera des mesures de rééquilibrage à prendre par les pays tout en étant cohérentes sur le plan multilatéral. Comme le Conseil d'administration l'a demandé, les services du FMI veilleront à ce que les vues institutionnelles du FMI sur les flux de capitaux soient mises en œuvre de manière efficace, en accordant davantage d'attention aux mesures de gestion des flux de capitaux et en adoptant une position claire sur leur justification, tout en explorant le rôle des politiques macroprudentielles pour accroître la résilience face à des flux de capitaux élevés et volatils. Les services du FMI renforceront aussi l'examen des effets de contagion des politiques nationales sur l'économie mondiale, en utilisant la *Décision sur la surveillance intégrée* afin de mieux incorporer les outils de surveillance multilatérale dans la surveillance bilatérale. Le FMI continuera de collaborer avec les autres institutions multilatérales, y compris l'OMC, pour sensibiliser aux avantages d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles et examiner des expériences avec des mesures visant à réduire et à atténuer les coûts de l'ajustement.

En collaboration avec les organes normalisateurs internationaux (Conseil de stabilité financière et Banque des règlements internationaux), le FMI appuiera le programme de réforme de la réglementation financière mondiale, ainsi que sa mise en œuvre systématique et dans les délais. Les services du FMI contribueront aussi à l'examen des questions relatives à la fiscalité internationale (par exemple, érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires), notamment par l'intermédiaire de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales, et aideront les pays à développer les capacités nécessaires pour s'attaquer aux flux financiers illicites. Ils continueront de s'attaquer aux déficits de données et maintiendront des normes statistiques internationales actualisées.

Une réduction des lacunes du système monétaire international contribuerait à mieux l'aligner sur l'économie mondiale. A cette fin, le FMI examine la structure actuelle de dialogue entre les débiteurs et les créditeurs dans les restructurations de la dette souveraine en vue de faciliter une résolution ordonnée des crises. Les services du FMI explorent aussi diverses possibilités de renforcement du dispositif mondial de sécurité financière, notamment en collaborant avec les accords de

financements régionaux, et la question de savoir si un usage plus large du DTS pourrait contribuer au bon fonctionnement du système monétaire international. Pour continuer d'améliorer la gamme des mécanismes de prêt du FMI, les services de l'institution établissent des propositions concernant un nouveau mécanisme de liquidité à court terme et un instrument non financier qui permettrait de surveiller et de signaler les politiques des pays membres, et examinent comment renforcer la conception des programmes dans les unions monétaires. Enfin, le FMI cherchera à achever la 15^e révision générale des quotes-parts et une nouvelle formule de calcul des quotes-parts d'ici les réunions de printemps de 2019 et au plus tard d'ici l'Assemblée annuelle 2019.

... et en aidant les pays à faible revenu

Les pays à faible revenu continueront de recevoir des conseils adaptés à leurs besoins, ainsi qu'un soutien considérable sous d'autres formes de la part du FMI. En coopération avec d'autres organisations, le FMI continuera de souscrire aux objectifs de développement durable de 2030 et au programme de financement du développement, en aidant les pays à faible revenu, les pays fragiles et les pays de petite taille à accroître leurs recettes intérieures et à améliorer la gestion de leurs finances publiques, à développer leurs marchés financiers et à mettre davantage de données à la disposition de leurs dirigeants. Le FMI apportera aussi son soutien à l'initiative « Compact avec l'Afrique » du G20 pour favoriser l'investissement à long terme. Il aidera les pays à faire face à des chocs, notamment des conflits, des crises de réfugiés ou des catastrophes naturelles. Dans ce contexte, le FMI continuera de soutenir les initiatives internationales qui cherchent à accroître les financements concessionnels pour les pays touchés et à coordonner la réaction des partenaires internationaux.

... tout en renforçant les capacités

Le renforcement des capacités est l'un des piliers des travaux du FMI. L'institution se prépare à revoir sa stratégie en matière de renforcement des capacités : l'accent sera mis sur la poursuite de l'intégration du renforcement des capacités dans la surveillance, la recherche de moyens novateurs pour renforcer les capacités et le partage des connaissances avec les pays membres, notamment en exploitant la technologie et en renforçant la communication, et en pérennisant l'approche fondée sur les résultats. A l'appui de ces efforts, les services du FMI encourageront les partenariats stratégiques en favorisant la coopération avec de nouveaux partenaires, en incluant des donateurs non traditionnels (tels que des fondations) et en créant des accords de financement plus flexibles.

Un FMI agile, intégré et centré sur les pays membres

Pour mieux aider ses pays membres à résoudre leurs problèmes, le FMI restera « agile, intégré et centré sur les pays membres ». Il opérera avec un budget à croissance réelle nulle, comme au cours des six dernières années. Il gèrera son budget soigneusement, renforcera la gestion interne des risques et encouragera le partage des connaissances et l'inclusion. En outre, le FMI développera et mettra en œuvre sa stratégie de ressources humaines de manière à assurer le bon dosage de compétences et de diversité du personnel.

Annexe I. Mise en œuvre des priorités par les pays membres

Le soutien de la demande continue de relever de la politique monétaire, bien que certains pays explorent des moyens de rendre la politique budgétaire plus propice à la croissance. Des progrès satisfaisants ont été enregistrés dans le domaine du secteur financier. Les réformes structurelles ne progressent que graduellement.

Politique budgétaire	
Priorités du Plan d'action mondial de l'automne 2016	
<p>Les pays disposant de marges de manœuvre budgétaires devraient accroître leur investissement public. Les pays devraient rendre les structures des impôts et des prestations plus efficaces et plus équitables. Les pays émergents et les pays en développement qui ont souffert de la baisse des prix des matières premières devraient accélérer leur ajustement budgétaire.</p>	
Évaluation de la mise en œuvre	
Pondérés par PIB en PPA	Parts
	
<p>Mise en œuvre partielle ou limitée d'investissements publics supplémentaires dans la plupart des pays disposant de marges de manœuvre budgétaires. Quelques progrès pour rendre les structures des impôts et des prestations plus efficaces et plus équitables. La plupart des pays émergents et des pays en développement qui ont souffert de la baisse des prix des matières premières accélèrent leur ajustement budgétaire.</p>	
Politique monétaire	
<p>Dans les pays où la demande reste insuffisante, la politique monétaire doit soutenir la croissance à court terme. Les pays émergents et les pays en développement qui ont souffert de la baisse des prix des matières premières et qui n'appliquent pas un régime de change fixe devraient accélérer l'ajustement de leur taux de change.</p>	
Évaluation de la mise en œuvre	
Pondérés par PIB en PPA	Parts
	
<p>La politique monétaire reste accommodante dans la plupart des pays où cela est approprié. La plupart des pays émergents et des pays en développement qui n'appliquent pas un régime de change fixe comptent sur la flexibilité de leur taux de change pour absorber les chocs extérieurs.</p>	
Politique du secteur financier	
<p>Les pays devraient s'attaquer au surendettement du secteur privé et aux problèmes de bilan.</p>	
Évaluation de la mise en œuvre	
Pondérés par PIB en PPA	Parts
	
<p>Progrès significatifs dans la lutte contre le surendettement du secteur privé et la résolution des problèmes de bilan dans les grands pays avancés. Efforts en cours dans les autres parties du monde.</p>	
Réformes structurelles	
<p>Il convient d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et d'établir un ordre de priorité selon les circonstances macroéconomiques du pays. Les pays émergents et les pays en développements qui ont souffert de la baisse des prix des matières premières devraient accélérer leur ajustement en mettant en œuvre un ensemble de réformes structurelles de large portée et cohérent sur le plan interne.</p>	
Évaluation de la mise en œuvre	
Pondérés par PIB en PPA	Parts
	
<p>Progrès graduels dans de nombreux pays en ce qui concerne la mise en œuvre des réformes structurelles et l'établissement d'un ordre de priorité. Efforts en cours pour mettre en place un ensemble de réformes structurelles de large portée et cohérent sur le plan interne dans la plupart des pays émergents et des pays en développements qui ont souffert de la baisse des prix des matières premières.</p>	

Note : Les priorités sont tirées du Programme d'action mondial de l'automne 2016. L'évaluation prend en considération les progrès réalisés dans la mise en œuvre des priorités depuis lors. Les graphiques de gauche reposent sur les coefficients de pondération du PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), et les graphiques de droite sont un simple comptage. Le code couleur est le suivant :



Achévé

Partiellement exécuté

Peu ou pas de progrès

Annexe II. Principales activités du FMI depuis l'Assemblée annuelle

Le FMI a accordé une aide financière à des pays membres dans le besoin :

- De nouveaux accords ont été approuvés en faveur de la Jamaïque (accord de confirmation), de l'Égypte (MEDC), de la Côte d'Ivoire et de la Moldovie (MEDC/FEC), du Niger (FEC) et de la Pologne (LCM). De nouveaux décaissements au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) ont été approuvés en faveur d'Haïti.

Un certain nombre de revues et de travaux analytiques importants sont en cours ou ont été achevés :

Aider les dirigeants à identifier une marge de manœuvre et à accroître la résilience :

- A commencé à intégrer l'évaluation des marges de manœuvre budgétaire disponible dans la surveillance ;
- A lancé des travaux pour renforcer les outils analytiques afin d'accroître la surveillance des questions macrostructurelles ;
- A analysé les causes du ralentissement de la productivité mondiale ;
- A examiné l'évolution et les perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu ;
- A publié un document sur les politiques macrostructurelles et les inégalités de revenu dans les pays en développement à faible revenu ;
- A lancé les travaux sur l'utilisation des indicateurs de tierces parties dans la surveillance ;
- A continué de mettre l'accent sur la mobilisation des recettes intérieures et les questions de fiscalité internationale dans la surveillance ;
- A engagé l'examen du cadre de soutenabilité de la dette pour les pays à faible revenu ;
- A examiné les arguments économiques et les arguments de marché en faveur des titres de créance conditionnels catégoriels pour les émetteurs souverains ;
- A engagé des travaux analytiques sur les politiques de taux d'intérêt négatifs ;
- A examiné les vues institutionnelles sur la libéralisation et la gestion des flux de capitaux ;
- A commencé à explorer le rôle des politiques macroprudentielles dans l'accroissement de la résilience aux flux de capitaux ;
- A examiné l'intégration de la surveillance macrofinancière ;
- A examiné les questions relatives à la stabilité financière dans les pays ayant un système financier islamique ;
- A examiné les tendances récentes des relations de correspondants bancaires ;
- A examiné le rôle du FMI dans l'accroissement de la résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique dans les petits pays ;
- A examiné l'établissement d'objectifs sociaux dans les programmes appuyés par le fonds fiduciaire RPC ;
- A engagé la revue 2018 de la stratégie du FMI en matière de renforcement des capacités.

Mettre le multilatéralisme au service de tous :

- A publié un document sur le commerce comme moteur de croissance pour tous ;
- A examiné le dispositif de sécurité financière pour les pays en développement, y compris l'accès à l'aide financière du FMI ;
- A formulé des propositions de réforme pour un nouvel instrument de suivi et un nouvel instrument de liquidité ;
- A entamé un document sur les modalités et les possibilités de réforme des relations entre débiteurs et créateurs dans les restructurations de la dette souveraine ;
- A obtenu le renouvellement de la décision sur les nouveaux accords d'emprunt jusqu'à 2022 et des engagements supplémentaires pour les accords de prêts bilatéraux ;
- A examiné la stratégie de communication du FMI.

Les activités de renforcement des capacités ont contribué au plan d'action mondial :

- A continué de développer ses activités, avec près de la moitié de l'assistance technique allant aux pays en développement à faible revenu et plus de la moitié des formations aux pays émergents et aux pays à revenu intermédiaire.
- A continué d'étendre la portée des formations du FMI grâce à l'apprentissage en ligne, qui représente maintenant environ 30 % de la participation à des formations. A continué d'élargir l'offre de formations en ligne, y compris dans des langues autres que l'anglais.
- A renforcé les synergies entre les activités, notamment grâce au centre régional de formation et d'assistance technique pour l'Asie du Sud qui vient d'être ouvert et à la révision du programme de formation et des cours proposés.
- A continué de renforcer les capacités sur les questions relatives au secteur financier, avec l'Afrique comme principal bénéficiaire.
- A continué d'établir un cadre de renforcement des capacités pour les pays fragiles à l'appui de la mise en place d'institutions, de renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation des résultats et d'améliorer la coordination avec les autres partenaires.
- En collaboration avec l'OCDE, les Nations Unies et la Banque mondiale, a continué d'appuyer les travaux sur les questions relatives à la fiscalité internationale, notamment par l'intermédiaire de la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales.
- A collaboré avec des partenaires pour s'attaquer aux obstacles à surmonter sur la voie des objectifs de développement durable 2030, notamment en favorisant la mobilisation des recettes. A cette fin, a renouvelé et a élargi le fonds fiduciaire pour la mobilisation des recettes et le fonds fiduciaire pour la gestion des ressources naturelles. A continué de s'attaquer aux questions relatives aux données et au secteur financier dans les pays à faible revenu, notamment en créant de nouveaux fonds sur les déficits de données et la stabilité financière ; et a continué d'offrir une aide de suivi sur le terrain grâce au réseau de centres régionaux d'assistance technique.

Annexe III. Mise en œuvre des tâches du FMI

(Octobre 2016– avril 2017)

Identifier la marge de manœuvre disponible et accroître la résilience	
<i>Politique budgétaire</i>	
 Cadre d'évaluation des marges de manœuvre budgétaires	 Politique budgétaire et réformes structurelles
 Examen du cadre de soutenabilité de la dette pour les pays à faible revenu ¹	 Capacités budgétaires dans les pays fragiles
 Mobilisation des recettes intérieures	 Fiscalité internationale
<i>Politiques monétaire, de change et macroprudentielles</i>	
 Flux de capitaux — bilan	 Analyse macrofinancière
 Flux de capitaux et politiques macroprudentielles	 Stabilité financière – finance islamique
 Relations de correspondants bancaires	 Réformes de la réglementation financière
 Politique de taux d'intérêt négatifs	 Examen de la politique relative aux pratiques de taux de change multiples
 Finance et technologie	
<i>Réformes structurelles</i>	
 Réformes macrostructurelles	 Catastrophes naturelles et changement climatique
 Politique des infrastructures	 Parité hommes-femmes
Promouvoir une prospérité partagée	
 Productivité mondiale	 Intégration économique mondiale
 Gouvernance ¹	 Politiques macrostructurelles et inégalités de revenu dans les pays à faible revenu
 Objectifs sociaux dans les programmes appuyés par le fonds fiduciaire RTC	 Renforcement des capacités
 Normes et codes	
Mettre le multilatéralisme au service de tous	
 Dispositifs de sécurité financière pour les pays en développement	 Dialogue entre débiteurs et créiteurs
 Adéquation du dispositif mondial de sécurité financière ¹	 Titres de créance conditionnels catégoriels pour les émetteurs souverains
 Arrangements financiers régionaux ¹	 Régimes d'insolvabilité bancaire ¹
 Gouvernance et ressources du FMI	 Rôle du DTS

¹ Documents et rapports du Conseil d'administration qui devraient être fournis au-delà de l'horizon considéré ; travaux en cours.

Note : Les tâches du FMI sont celles qui figurent dans le Plan d'action mondial et le Programme de travail de l'automne 2016. Le code couleur est le suivant :

Achévé	En cours	Retardé
--------	----------	---------